



AUG 11 1953



LA QUESTION DES EWES ET DE L'UNIFICATION DU TOGO

Rapport spécial du Conseil de tutelle

I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 652 (VII) du 20 décembre 1952, l'Assemblée générale a pris une décision au sujet du rapport spécial¹ du Conseil de tutelle sur la question des Ewés et de l'unification du Togo, qui reprenait le texte de la résolution 643 (XI) du Conseil et transmettait à l'Assemblée le rapport spécial² de la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1952) au sujet des déclarations faites devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale par les représentants de la All-Ewe Conference, du Joint Togoland Congress et du Parti togolais du progrès, ainsi que des observations formulées par le représentant de la France et par celui du Royaume-Uni, Autorités chargées de l'administration des Territoires en question.

2. Par sa résolution, l'Assemblée générale a noté, en particulier, qu'aux termes de la résolution 643 (XI) du Conseil de tutelle, les Autorités chargées de l'administration étaient invitées à présenter au Conseil, avant la huitième session de l'Assemblée, un compte rendu détaillé de toutes les mesures qu'elles auront prises pour donner suite au rapport spécial de la Mission de visite de 1952. L'Assemblée générale a invité les Autorités administrantes à faire figurer dans ces rapports un exposé des mesures qu'elles auront prises en application de la résolution adoptée par elle-même et une étude détaillée de tous les facteurs qui influent sur la question de l'unification. Enfin, le Conseil de tutelle était prié d'adresser à l'Assemblée générale, à sa huitième session, un rapport spécial sur la façon dont les Autorités administrantes auront mis en œuvre la résolution de l'Assemblée générale et sur les mesures que le Conseil aurait prises à ce sujet.

3. Au cours de la douzième session du Conseil, les deux Autorités administrantes des Territoires en question ont présenté le texte³ d'une déclaration en date du 12 juin 1953 qui avait été adressée à la population du Togo sous administration britannique et du Togo sous administration française concernant les mesures qui doivent être prises en application de certains paragraphes de la résolution de l'Assemblée générale relative à la reconstitution du Conseil mixte pour les affaires togolaises. A la 481ème séance du Conseil, le 15 juillet 1953, le représentant de la France et celui du Royaume-Uni ont présenté des déclarations verbales en complément des informations contenues dans le texte de la déclaration, et ont fourni des renseignements supplémentaires ayant trait à d'autres paragraphes de la résolution de l'Assemblée.

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Annexes (A/2289). Point 32 de l'ordre du jour.

² T/1034.

³ T/1067/Rev.1.

4. A la même séance, le Conseil a décidé que les informations ainsi fournies par les deux Autorités administrantes devaient servir de base au présent rapport spécial, qu'il présente aujourd'hui en application de la résolution 652 (VII) de l'Assemblée générale.

II. MISE EN ŒUVRE DE LA RÉSOLUTION 652 (VII) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Observations générales

5. Dans le préambule de sa résolution 652 (VII), l'Assemblée générale a fait figurer certains considérants qui servent de base au dispositif de la résolution. Après avoir noté les textes, déclarations et observations visés au paragraphe 1 ci-dessus, le préambule prenait acte d'une déclaration faite par le Royaume-Uni en ce qui concerne le Togo sous administration britannique, selon laquelle l'Autorité administrante doit, pendant la période de tutelle, créer des institutions politiques, éduquer et informer les populations, instituer la liberté de parole et d'action politique de façon que les différents partis politiques puissent présenter leur programme aux populations du Territoire et chercher, par des méthodes démocratiques, à obtenir l'appui de la majorité de ces populations. En ce qui concerne le Togo sous administration française, le préambule de la résolution rappelait certaines déclarations faites antérieurement au nom de l'Autorité administrante, selon lesquelles cette dernière a pour principe de favoriser le développement d'institutions politiques représentatives et une activité politique démocratique dans les Territoires sous tutelle administrés par la France; les populations de ces Territoires seraient, à la fin de la période de tutelle, entièrement libres de déterminer le statut politique futur de ces Territoires, en association avec une autre entité politique ou de toute autre façon. Enfin, le préambule indiquait que, de l'avis de l'Assemblée générale, la majorité de la population des deux Territoires sous tutelle aspire manifestement à l'unification des deux Togos et que l'Assemblée désire favoriser le progrès politique des deux Territoires et les aspirations librement exprimées de leurs populations, conformément aux fins essentielles du régime international de tutelle.

Efforts généraux en vue d'un règlement

6. Aux premier et deuxième paragraphes du dispositif de la résolution 652 (VII), l'Assemblée générale invite de nouveau instamment les deux Autorités chargées de l'administration et les populations intéressées à ne ménager aucun effort pour aboutir à un règlement de la question de l'unification qui soit rapide, constructif et équitable, et qui tienne pleinement compte des aspirations librement exprimées des

populations intéressées; elle regrette que le mode d'élection envisagé n'ait pas abouti à la participation de tous les principaux groupes. Au quatrième paragraphe, elle prie instamment tous les principaux partis de ne ménager aucun effort pour apporter une construction positive aux nouvelles consultations (voir plus loin) qu'elle propose.

7. Sur ce point, le représentant du Royaume-Uni a assuré le Conseil que son gouvernement avait la ferme intention de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'aboutir à un règlement du genre de celui qu'envisageait l'Assemblée générale. Son gouvernement partageait le regret exprimé par l'Assemblée de voir que les principaux groupes existant dans les Territoires ne se soient pas montrés disposés à participer pleinement aux consultations antérieures; il avait accueilli avec faveur le nouvel appel par lequel l'Assemblée sollicite le concours constructif de la part de tous les principaux partis. Son gouvernement ne doutait pas que tous les éléments sérieux de la population du Territoire relevant de son administration, qui ont véritablement à cœur le bien-être et l'intérêt bien compris de la population, tiennent le plus grand compte de cette invitation et, ainsi, aident grandement l'Autorité administrante dans l'accomplissement de sa tâche.

8. Le représentant de la France a déclaré que le choix des solutions à adopter était, dès à présent, entre les mains des partis politiques des deux Togos, et que l'on espérait cependant que ces partis n'oublieraient pas la recommandation formulée par l'Assemblée générale à leur intention, les invitant à ne ménager aucun effort pour apporter, eux aussi, une contribution positive au règlement de la question. Il a précisé que les divers partis avaient entrepris très sérieusement, et même avec ardeur, la discussion des problèmes qui leur avaient été soumis.

Reconstitution du Conseil mixte

a) Consultations

9. Au troisième paragraphe du dispositif de sa résolution, l'Assemblée générale a recommandé aux deux Autorités administrantes de procéder à des consultations étendues et approfondies avec les principaux partis politiques des deux Territoires et de ne ménager aucun effort pour reconstituer le Conseil mixte pour les affaires togolaises, ou un organe de même nature, sur une base qui permettrait d'obtenir la coopération de tous les principaux secteurs de la population, de façon que cet organe soit efficace et représentatif et puisse examiner les problèmes communs aux deux Territoires.

10. La déclaration faite le 12 juin 1953 dans chacun des deux Territoires par les Autorités chargées de l'administration, et dont le texte a été communiqué par elles au Conseil de tutelle, reproduit le texte du paragraphe susmentionné de la résolution de l'Assemblée générale ainsi que celui du paragraphe où l'Assemblée prie instamment les principaux partis de ne ménager aucun effort pour apporter leur contribution positive. La déclaration spécifie que, conformément à l'esprit de cette résolution, les Autorités administrantes invitent maintenant tous les partis et les fractions de la population à faire connaître leurs vues touchant le principe de la reconstitution ainsi que les attributions, le mode d'élection et la composition du Conseil. La déclaration expose ensuite les considérations relatives aux attributions, mode d'élection, composition (voir ci-dessous) dont les Autorités admi-

nistrantes ont l'intention de s'inspirer afin que les opinions exprimées puissent tenir compte des exigences pratiques de la situation. En conclusion, les Autorités administrantes sollicitent des commentaires et des suggestions sur les principes exposés et ajoutent que les coprésidents du Conseil mixte existant pourraient consulter sur les différentes questions exposées les membres des deux fractions qu'ils dirigent respectivement. Les vues des deux fractions du Conseil mixte ainsi obtenues seraient l'objet d'un examen approfondi de la part des Autorités administrantes en même temps que les vues des partis et des autres sections de l'opinion publique.

11. Le représentant du Royaume-Uni a expliqué devant le Conseil de tutelle que les Autorités administrantes ont fait leur déclaration publique après s'être consultées de façon approfondie. Il a déclaré ensuite que son gouvernement étudierait également de très près les opinions déjà exprimées par divers partis et groupes du Togo sous administration britannique et soumises au Conseil dans certains documents⁴ dont les plus importants sont une communication⁵ exposant avec quelque détail les vues du Joint Togoland Congress et un autre document⁶ présentant les vues communes d'un certain nombre d'organes politiques de la région sud en ce qui concerne l'avenir du Territoire. Le représentant du Royaume-Uni a ajouté qu'il était encore quelque peu prématuré d'escompter que les principaux organes et partis politiques aient pu, dès à présent, formuler leurs opinions et les communiquer à l'Autorité chargée de l'administration en réponse à la déclaration de celle-ci.

12. Le représentant de la France a déclaré lui aussi que les deux gouvernements avaient procédé à des échanges de vues approfondis avant de faire simultanément la déclaration publique qui a marqué l'ouverture des consultations recommandées par l'Assemblée générale. Lui non plus n'a jusqu'à présent reçu aucune information quant au résultat de ces consultations.

b) Attributions

13. Au paragraphe 5 de sa résolution, l'Assemblée générale recommande de donner, au Conseil mixte ou à tout autre organe analogue, un mandat qui lui permette d'examiner toutes les questions politiques, économiques, sociales et culturelles qui intéressent les deux Territoires sous tutelle, y compris la question de leur unification.

14. Dans la déclaration publique du 12 juin 1953, les Autorités administrantes exposent les considérations dont elles ont l'intention de s'inspirer en ce qui concerne les attributions du Conseil mixte. La déclaration spécifie que la nécessité fondamentale consiste à définir les attributions qui permettront au Conseil d'examiner les problèmes communs des deux Territoires. Ce mandat peut être détaillé et précis, appelant l'attention du Conseil sur des questions particulières, ou bien rédigé d'une manière générale sur le modèle du paragraphe 5 de la résolution de l'Assemblée et des attributions actuelles ci-dessous mentionnées:

"Discuter et donner des avis à l'intention des deux Autorités chargées de l'administration sur la coordination des projets de développement intéressant les régions frontalières, l'amélioration des conditions

⁴ Pétitions relatives à des questions d'ordre général, T/PET.6/L. et T/PET.6 et 7/L.

⁵ T/PET.6 et 7/L.6.

⁶ T/PET.6/L.6.

résultant de l'existence de la frontière et sur toute autre question d'intérêt commun aux populations des deux Territoires sous tutelle."

c) *Mode d'élection*

15. Au paragraphe 5 également de sa résolution, l'Assemblée générale recommande, en tant que première mesure, de rétablir le Conseil mixte et de le réorganiser, aussitôt que possible, par voie d'élections directes, au suffrage universel des adultes et au scrutin secret.

16. Dans leur déclaration du 12 juin 1953, les Autorités administrantes déclarent, à propos des considérations dont elles ont l'intention de s'inspirer, que le principal objectif doit être de faire en sorte que le Conseil soit convenablement représentatif de toutes les fractions de la population. Ce résultat peut valablement être atteint par une forme quelconque d'élection directe basée sur le suffrage étendu, telle que celles auxquelles on a récemment fait appel dans l'un et l'autre Territoire. Il convient toutefois d'avoir présents à l'esprit la quasi-impossibilité d'établir et de mettre en route, dans le temps dont on disposera, un nouveau mécanisme électoral important ainsi que les frais entraînés par ces opérations. En conséquence, des suggestions constructives relatives à la possibilité d'utiliser le mécanisme électoral existant seraient plus appropriées.

d) *Composition du Conseil*

17. La résolution de l'Assemblée générale ne contient pas mention expresse de la question de la composition du Conseil mixte reconstitué ou de tout autre organe analogue.

18. Dans leur déclaration du 12 juin 1953, les Autorités administrantes spécifient, à propos des considérations dont elles ont l'intention de s'inspirer, que le problème qui se pose à cet égard est de concilier les données suivantes : il faut que les populations des deux Territoires soient valablement représentées, compte tenu de ce que le Togo sous administration française est de beaucoup le plus vaste et le plus peuplé des deux, mais que les intérêts du Togo sous administration britannique doivent être sauvegardés d'une manière satisfaisante, c'est-à-dire que ses représentants doivent être assez nombreux pour jouer un rôle effectif au sein du Conseil mixte et siéger dans ses Commissions, et que, s'ils ne sont, de par leur nombre, qu'une minorité dans le Conseil plénier, ils puissent néanmoins exercer une influence réelle sur les décisions prises par cet organe. Les Autorités administrantes ont examiné la possibilité de concilier ces divers facteurs et, à cette fin, elles ont formulé les principes suivants :

i) La nécessité d'assurer au Togo sous administration britannique une représentation suffisante pour permettre à ses délégués de s'acquitter des tâches qu'ils auront à assumer sera un facteur déterminant dans la fixation du nombre total des sièges du Conseil mixte ;

ii) Il y aura lieu d'établir un règlement de vote garantissant aux représentants du Togo sous administration britannique que des propositions ne recueillant pas l'accord de la majorité d'entre eux ne pourront être adoptées ; ainsi, le règlement pourrait prévoir que les résolutions du Conseil, pour être valables, devraient avoir recueilli non seulement la majorité, par exemple, des trois quarts du total des membres du Conseil, mais encore la majorité simple à la fois parmi les représentants du Togo sous administration britannique, d'une

part, et les représentants du Togo sous administration française, d'autre part.

Assistance technique

19. L'Assemblée générale, au paragraphe 6 de sa résolution, a invité les deux Autorités administrantes à donner une attention croissante aux possibilités que le Programme élargi d'assistance technique, adopté par les Nations Unies en vue du développement économique des pays insuffisamment développés, offre pour encourager et accélérer le progrès général des deux Territoires.

20. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé ce paragraphe quand il a donné au Conseil de tutelle un aperçu des plans dont le Premier Ministre de la Côte-de-l'Or a annoncé la mise en application lors de la séance d'ouverture de la première session du Conseil de la région Transvolta-Togo. Ces plans ont pour objet de favoriser le développement de la région Transvolta-Togo qui comprend la partie méridionale du Togo sous administration britannique dans laquelle se trouve le centre principal de la région. Le Premier Ministre a rappelé que l'artère économique vitale du Togo est la route d'Accra, qui traverse la Volta à Senchi et conduit aux régions riches en cacao situées le long de la frontière orientale. Le Premier Ministre et ses collègues sont convaincus que l'essentiel, pour le Togo, est de disposer le plus tôt possible d'une route bitumée de première classe qui suive cet itinéraire, et de la prolonger dans les territoires du nord. Outre les montants déjà votés pour assurer la reconstruction de la route entre Senchi et Kpevie, le Gouvernement de la Côte-de-l'Or a décidé d'ouvrir un nouveau crédit d'un million de livres sterling qui servirait à construire un pont sur la Volta, à accélérer les travaux sur les tronçons en voie de réfection dans les districts de Kpandu et de Jasikan, à procéder à un levé du nouvel itinéraire, qui va de la région d'Ahamansu-Papase à Bimbilla, et à améliorer les tronçons qui vont en direction du nord de Bimbilla vers Kawku. Le Premier Ministre a déclaré que le pont sur la Volta, remplaçant le bac actuel qui constitue un sérieux obstacle, contribuerait à rapprocher les populations qui vivent de part et d'autre du fleuve et permettrait au Togo de profiter du nouveau port qui va être construit à Tema dans la Côte-de-l'Or, et de trouver, parmi la main-d'œuvre employée à la construction du port, un marché pour ses denrées alimentaires.

21. Le Premier Ministre de la Côte-de-l'Or a déclaré en outre qu'en créant le Conseil de la région Transvolta-Togo, son gouvernement se proposait notamment d'accélérer le rythme et d'étendre la portée du développement. Pour associer les membres du Conseil aussi étroitement que possible aux plans de développement pour la région, le gouvernement envisageait d'inviter le Conseil à présenter au Comité permanent du développement, qui les examinerait et les approuverait le cas échéant, des projets d'un coût maximum d'un million de livres sterling, qui s'ajouteraient aux projets déjà inscrits sur la liste des travaux de développement à exécuter avant 1956.

22. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que la déclaration faite par le Premier Ministre de la Côte-de-l'Or donnait un exemple clair de la politique que suit l'Autorité administrante quant au progrès du Territoire sous tutelle. Elle a aussi fait apparaître les avantages croissants que le Territoire sous tutelle tire de son association avec la Côte-de-l'Or, ce que l'Accord de tutelle a autorisé en termes exprès.

23. Le représentant de la France a déclaré, au sujet du paragraphe 6 de la résolution, que le Gouvernement français considérait les réalisations effectuées dans le cadre du plan général pour le développement des territoires d'outre-mer (FIDES) et celles que prévoyait le plan quadriennal comme étant de nature à accélérer et à encourager le développement économique et social du Togo sous administration française, et à enlever à l'intervention d'un organisme international non son utilité, qu'il ne contestait point, du moins son urgence. Néanmoins, chaque fois que l'occasion s'en était présentée, l'aide et l'appui d'un organisme de cette nature avaient été acceptés. C'est ainsi que, récemment, le Territoire avait pu acquérir, grâce à l'Organisation mondiale de la santé, sept véhicules destinés à la lutte contre le paludisme, qui avaient été mis immédiatement en service et qui constituaient une aide extrêmement précieuse dont l'Autorité chargée de l'administration était très reconnaissante à l'institution spécialisée en question.

24. Parlant encore du progrès économique réalisé au Togo, notamment au sujet du rapport⁷ de la Mission de visite de 1952 dans le Territoire, qui renferme des recommandations dont l'Autorité chargée de l'administration a déjà tenu compte pour prendre un certain nombre de mesures d'ordre politique, social et économique, le représentant de la France a déclaré que de récentes prospections effectuées dans la région d'Anécho ont révélé l'existence d'importants gisements de phosphate, d'une teneur très élevée, dont la production annuelle pourrait atteindre 300.000 tonnes par an. Les prospections continuent. En outre, la construction de certaines routes auxquelles la Mission de visite s'était intéressée se poursuit. Quant aux services sanitaires, il y a en France trente-deux étudiants togolais qui étudient la médecine et qui retourneront au Togo avec un diplôme complet de docteur en médecine.

Evolution des populations du nord

25. Dans sa résolution 652 (VII), paragraphe 7, l'Assemblée générale a prié instamment les deux Autorités administrantes d'intensifier leurs efforts en vue d'assurer une évolution plus rapide des parties septentrionales des deux Territoires, afin que les habitants de ces régions soient mieux à même de jouer leur rôle dans le développement politique des Territoires et d'exprimer leurs vues à ce sujet.

26. A cet égard, le représentant de la France a signalé au Conseil que, en ce qui concerne le Togo sous administration française, la dernière revision annuelle des listes électorales, effectuée au début de 1953, a montré qu'un progrès très sensible avait été réalisé dans la région du Nord-Togo. Pour la première fois depuis 1946, le nombre d'électeurs inscrits dans le nord du Territoire a dépassé celui des électeurs inscrits dans le sud. Le représentant de la France a cité les chiffres suivants :

	1952		1953	
	Population	Electeurs	Population	Electeurs
Nord	509.150	22.750	515.000	70.711
Sud	505.719	28.120	514.000	52.568

Le représentant de la France a ajouté que la création de communes mixtes, qui est à l'étude dans certaines villes du Nord-Togo comme Bassari, Lama-Kara et Dapango, la construction d'un poste administratif à

Bafilo et la création récente d'un autre poste administratif à Kandé devraient permettre, même dans un avenir immédiat, une accélération de l'évolution politique des populations du nord qui ont déjà pris une part très active dans la vie politique du pays, par l'intermédiaire des conseils de circonscriptions existants.

Difficultés de frontière

27. Au paragraphe 8 de la même résolution, l'Assemblée générale a recommandé aux deux Autorités administrantes de poursuivre l'examen de toutes les difficultés de frontière qui ont fait l'objet de plaintes dans les diverses pétitions et communications adressées au Conseil de tutelle et à la Mission de visite de 1952, et de prendre toutes les mesures possibles pour réduire ou éliminer ces difficultés.

28. Le représentant du Royaume-Uni a assuré le Conseil que son gouvernement continuait à prendre, en collaboration avec le Gouvernement de la France, toutes les mesures possibles pour réduire les difficultés mineures que provoque encore de temps à autre l'existence d'une frontière internationale entre les deux Territoires.

29. Le représentant de la France a également donné une telle assurance au nom de son gouvernement. Il a ajouté que si le Conseil mixte pouvait se réunir à nouveau, comme son gouvernement l'espérait, l'étude de certaines améliorations frontalières pourrait faire l'objet des travaux d'une de ses commissions et des experts qu'elle pourrait consulter. Si le Conseil mixte ne pouvait pas se réunir à nouveau, un organisme mixte spécial composé de représentants des deux Territoires sous tutelle pourrait être envisagé. De toute manière, les deux gouvernements intéressés se tiennent en liaison constante pour rechercher toutes les mesures qui pourraient alléger les ennuis que provoque l'existence de la frontière. Le Gouvernement française ne partage pas entièrement l'opinion de la Mission de visite selon laquelle les problèmes relatifs aux frontières ne sont pas des problèmes d'ordre économique, mais plutôt des problèmes d'ordre politique ; il estime que ces problèmes sont d'abord et avant tout économiques. L'existence de la frontière n'a soulevé aucune plainte pendant les vingt-cinq années de libre échange entre les Territoires et n'est devenue sensible aux populations qu'à partir de la deuxième guerre mondiale, en raison des restrictions apportées au commerce et, plus particulièrement, à la suite de l'institution du contrôle des changes.

Liberté de choix

30. Dans le paragraphe 9 de sa résolution, l'Assemblée générale s'est déclarée persuadée que la mise en œuvre de la politique déclarée des Autorités administrantes créera les conditions qui permettront aux habitants des Territoires sous tutelle de décider eux-mêmes de leur avenir politique, et a considéré que ceux-ci devraient procéder à ce libre choix au moyen de méthodes démocratiques reconnues.

31. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé au Conseil de tutelle que l'on avait fait et que l'on continuait de faire des progrès tangibles dans l'organisation du gouvernement local au Togo sous administration britannique. Il a notamment cité comme exemple la création du Trans-Volta-Togoland Council dont le siège est à Ho, dans le Territoire sous tutelle, et il a décrit le rôle que ce Conseil jouerait dans l'élaboration des plans de développement de la région (voir paragraphe 20 ci-dessus).

⁷ T/1041.

32. Le représentant de la France, dont les observations sur l'évolution politique du Nord-Togo sont rappelées au paragraphe 26 ci-dessus, a également déclaré, au sujet du développement politique de l'ensemble du Territoire, qu'à la suite des recommandations de la Mission de visite de 1952 la subdivision de Tsévié a été érigée en cercle au mois de décembre 1952; le représentant de la France a aussi mentionné un projet de loi qui doit étendre les pouvoirs des conseils de circonscriptions en leur accordant voix délibérative et en leur confiant l'établissement du budget de chaque circonscription; le fait qu'il n'existe plus au Togo une seule juridiction qui ne soit confiée à un magistrat de carrière; la création, à Sokodé, d'une justice de paix à compétence étendue; le succès d'un Togolais qui a été reçu premier au concours d'entrée de la magistrature, dépassant ainsi des candidats métropolitains.

Mesures en faveur de l'action commune

33. Dans le paragraphe 10 de sa résolution, l'Assemblée générale a recommandé aux deux Autorités administrantes de faire le nécessaire, par l'intermédiaire du Conseil mixte ou de toute autre manière, pour favoriser une action commune touchant les questions politiques, économique et sociales qui sont d'intérêt commun pour les deux Territoires sous tutelle.

34. Le représentant du Royaume-Uni a informé le Conseil de tutelle que son gouvernement et le Gouvernement de la France restaient en liaison étroite pour favoriser une action commune touchant les questions politiques, économiques et sociales d'intérêt commun pour les deux Territoires sous tutelle.

35. Le représentant de la France a également indiqué que les deux gouvernements intéressés aux problèmes du Togo, et plus particulièrement au problème des frontières, se tenaient en liaison constante.